

Nouvelles attaques au financement des associations

PAYS DE LA LOIRE : LABORATOIRE NEOLIBERAL

« *Le néolibéralisme est une utopie en cours de réalisation d'une exploitation sans limite dont une des clés est la destruction des structures collectives capables de faire obstacle à la logique du marché pur* ». Cette phrase de Pierre Bourdieu s'incarne douloureusement dans les Pays de la Loire. Les annonces des coupes drastiques de subvention par la présidente de la région ne s'inscrivent pas uniquement dans la politique d'austérité dictée par le projet de loi de finance 2025, elles incarnent l'aboutissement du processus de marchandisation, d'extension des principes du marché à toutes les sphères sociales et culturelles.

Dans le social, la montée des start-up à impact et autre entrepreneuriat social ringardisent l'association et son principe de désintéressement, d'intelligence collective et d'organisation démocratique. Dans la culture, depuis le rapport Hearn de 2014, les associations sont présentées comme *has been* face à l'entrepreneuriat culturel appelé à trouver des modèles de financements hors la subvention. L'entreprise privée lucrative apparaît finalement comme le seul modèle pour répondre à nos besoins sociaux et faire vivre la culture.

La présidente de la Région l'exprime clairement : pourquoi la culture serait « *le monopole d'associations très politisées qui vivent d'argent public ?* » Le marché peut parfaitement répondre aux besoins, qu'ils soient culturels ou sociaux, d'ailleurs « *quelle est la pérennité d'un système qui, pour exister, est à ce point dépendant de l'argent public ?* » poursuit-elle. Finalement, hors du marché, point de salut. Sa vice-présidente en charge de la culture abonde : « *Il est temps d'encourager des initiatives autonomes, des partenariats et des formes de financement nouvelles* ».

Nous y sommes : l'argent public, notre argent collectif, ne viendra plus soutenir l'intérêt général. Désormais les besoins sociaux et culturels seront accessibles pour celles et ceux qui peuvent payer. Ils pourront être financés par des logiques d'investissements privés ou d'intérêt particuliers des entreprises à mission et autres entreprises à impact dans une logique de consommation, rentabilisation, sans esprit critique.

Depuis de nombreuses années, nous observons une fragilisation constante du principe de redistribution, de soutien public à l'intérêt général, de subvention aux initiatives citoyennes pourtant moteur essentiel d'une démocratie vivante et diverse.

Le privé lucratif ne peut répondre à l'intérêt général, il s'inscrit par nature dans un cadre concurrentiel où le principe de la compétitivité règne. Dès lors, l'atomisation de la société en autant d'individu consommateur, seul et jamais satisfait, ne peut que nourrir la haine de l'autre, le repli identitaire et le sentiment d'insécurité, terreau de l'extrême droite.

Autres prises de positions associatives

- [\[Communiqué de l'UFISC\] « Halte à la casse des politiques publiques en Pays de la Loire ! »](#)
- [\[Communiqué du Planning familial\] « Alerte sur une attaque portée à la lutte contre les violences sexistes et sexuelles et à la prévention en santé sexuelle »](#)

Collectif des associations citoyennes

www.associations-citoyennes.net – contact@associations-citoyennes.net